

SNA News

Numéro 9
Mai 1999

Un service d'information
du groupe de travail intersecrétariat sur la
comptabilité nationale (ISWGNA)

STATISTIQUES ECONOMIQUES A LA 30^{EME} SESSION DE LA COMMISSION DE STATISTIQUE Károly Kovács, DSNU (Pour information)

La Commission de statistique s'est réunie du 1er au 5 mars 1999 et a abordé plusieurs sujets ayant trait aux statistiques économiques. Les documents relatifs à cette réunion sont disponibles dans les six langues officielles des Nations unies à l'adresse suivante:
www.un.org/Depts/unsd/statcom/sc99.htm

La Commission de statistique a adopté la proposition de l'ISWGNA relative au dispositif d'actualisation du SCN 93, déjà présenté dans le bulletin d'information n° 7. Une seule modification y a été apportée: la période octroyée aux États membres de la Commission de statistique pour approuver définitivement un amendement a été portée 30 à 60 jours. En ce qui concerne les changements spécifiques, la Commission a donné son accord de principe à celui se rapportant à la proposition de traitement des produits financiers dérivés, mais a demandé à l'ISWGNA de tenir compte des observations particulières relatives au texte et de transmettre la nouvelle version modifiée à tous les instituts nationaux de statistique. La Commission a également approuvé le projet de nomenclature des dépenses par fonction. Pour ce qui est de l'évaluation intermédiaire, il a été rappelé que l'objectif consistait à créer un instrument

permettant d'évaluer les progrès et/ou d'identifier les difficultés rencontrées par des pays, ou des groupes de pays, dans la phase de mise en œuvre, de façon à mieux se concentrer sur les activités de coopération technique. À cet égard, il a été demandé au secrétariat de renforcer la partie analytique de l'évaluation.

La Commission s'est félicitée de l'amélioration du format de déclaration pour les activités des groupes de travail thématiques et a une nouvelle fois insisté sur la nécessité, pour ceux-ci, d'énoncer un objectif clair et d'établir un ordre du jour précis. Le rapport d'évaluation sur l'IPC a été approuvé. La Commission a constaté que l'IPC répond à plusieurs besoins importants; toutefois, il comporte, dans sa forme actuelle, des imperfections notables qui affectent son efficacité. Pour toute information complémentaire, on peut se référer à ICP News d'avril 1999 et aux documents de la Commission. Les participants à la réunion ont reconnu que la norme spécifique de diffusion des données (NSDD) du FMI a eu une incidence positive sur les systèmes statistiques de nombreux pays. Ils ont cependant fait part de leurs préoccupations quant à la proposition d'étendre cette norme aux statistiques de la dette extérieure.

AIDE DE LA DSNU A LA MISE EN ŒUVRE DU SCN DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT Jan W. van Tongeren, DSNU (Pour information)

Le programme de la DSNU pour la mise en œuvre du SCN est réalisé en étroite coopération avec d'autres programmes internationaux et bilatéraux. Dans le cadre régional, un ou plusieurs pays élaborent des comptes, à titre

d'expérience pilote et les résultats des travaux sont diffusés par le biais de séminaires régionaux, d'ateliers et de rapports techniques. L'aide de la DSNU repose en général sur une approche informatisée dans le but de

systematiser le processus d'établissement du SCN et de le relier électroniquement à d'autres bases de données statistiques. Elle vise à élargir l'élaboration du PIB - qui est limitée dans la plupart des pays - aux comptes des secteurs institutionnels et, en particulier, aux comptes des secteurs des ménages et des sociétés non financières, en vue d'améliorer les points les plus faibles, du point de vue statistique, des comptes. À ce titre, les possibilités d'analyse dans le domaine social ont été accrues (ventilation du secteur des ménages en sous-sections et extension aux données sociales) et le lien entre la production et les flux financiers, notamment les investissements directs (étrangers) a été développé. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de travaux visant à adapter autant que possible la comptabilité nationale aux besoins des utilisateurs, en établissant des comptes nationaux - et des comptes satellites - offrant un niveau de détail et une couverture approprié et en mettant en place un lien entre les comptes et les indicateurs ainsi que d'autres analyses.

En Afrique, la DSNU soutient deux programmes. Le premier concerne principalement le Mozambique, mais s'étend également à d'autres pays lusophones d'Afrique. Le second porte sur le Ghana et la Côte d'Ivoire. Lorsque ces programmes auront été mis en œuvre, des initiatives semblables pourront être lancées dans d'autres pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

En Amérique centrale, une étroite coopération a été établie entre la DSNU et le Conseil monétaire d'Amérique centrale (Consejo Monetario para America Central). L'objectif principal consiste à établir des liens entre la comptabilité nationale et la 'programmation financière' préconisée par le FMI. Le calcul du PIB est étendu aux comptes des secteurs institutionnels; l'accent est mis en particulier sur les comptes financiers et les comptes de patrimoine de la plupart des secteurs. Au Costa Rica et au Guatemala, une approche avec calcul informatisé est actuellement mise en œuvre.

D'autres travaux sont également en cours dans les Caraïbes, en étroite coopération avec le marché commun des Caraïbes (CARICOM) et

un sous-groupe de pays par l'intermédiaire du Secrétariat de l'Organisation des États des Caraïbes de l'Est et de la Banque centrale des Caraïbes de l'Est.

Un programme de coopération entre pays a été élaboré à l'occasion d'un atelier organisé en 1997 à St. Vincent par le CARICOM. Ce programme met l'accent sur l'établissement de comptes simples pour les petits pays insulaires, notamment une version restreinte des comptes des secteurs institutionnels, et des comptes du tourisme dans le cadre du tableau des ressources et des emplois du SCN. En outre, des liens sont créés entre l'analyse comptable et l'analyse des indicateurs et la modélisation.

En Colombie, la DSNU soutient la mise en œuvre de la comptabilité de l'environnement. On envisage également de mettre sur pied un programme portant sur la comptabilité des ressources humaines (CRH) sur la base des comptes du secteur des ménages établis récemment. En Bolivie, un programme similaire préconise l'intégration des approches SCN et MCS pour les comptes du secteur des ménages et les comptes socio-économiques, et prévoit la mise au point d'indicateurs socio-économiques à des fins d'analyse des politiques.

En Asie, les Philippines ont lancé une initiative consacrée principalement à l'établissement de comptes des secteurs institutionnels, en tant qu'extension des calculs actuels des ressources et des emplois. Deux séminaires de formation ont été organisés pour le personnel de l'office national de coordination statistique des Philippines et d'autres organismes publics. Ces mesures devraient permettre au personnel des Philippines d'aider, à l'avenir, les autres pays de cette région à mettre en œuvre le SCN. En Corée, une aide a été accordée à un programme de l'institut national de statistique visant à développer les comptes du secteur des ménages et à les élargir aux données sociales (comptes des RH) à des fins d'analyse socio-économique intégrée. Le programme actuellement en place en Corée porte principalement sur l'éducation, mais il pourrait être étendu à d'autres domaines de l'analyse socio-économique.

PARITES DE POUVOIR D'ACHAT (PPA)

Paul McCarthy, OCDE

(Pour information)

Question: Que sont les PPA?

Réponse: Dans leur forme la plus simple, les PPA sont des rapports de prix qui montrent le ratio entre les prix en monnaie nationale d'un même bien ou service dans différents pays. Pour donner une définition plus technique des PPA, on pourrait dire qu'il s'agit des taux de conversion des monnaies qui égalisent le pouvoir d'achat des différentes monnaies en éliminant les différences de niveau de prix entre les pays. Dans un premier temps, les PPA servent surtout à établir des comparaisons entre pays du PIB en termes réels et des dépenses qui le composent.

Question: Comment calcule-t-on les PPA?

Réponse: Le plus simple consiste à prendre un bien identique dans deux pays. Prenons l'exemple d'un litre de Coca-Cola. S'il coûte 15,00 francs en France et \$2,00 en Amérique, alors la PPA pour le Coca-Cola entre la France et les États-Unis est de $15,00/2,00$ soit 7,50. Cela veut dire que pour un dollar dépensé pour une bouteille de Coca-Cola aux États-Unis, il faudrait 7,50 francs en France pour obtenir la même quantité et la même qualité - ou, en d'autres termes, le même volume - de Coca-Cola. Les PPA ne sont pas seulement calculées pour des biens et services marchands individuels, mais également pour des groupes de biens et de services marchands (par exemple les rafraîchissements, les légumes).

Question: Quel est le rapport entre les PPA et les comptes nationaux?

Réponse: Les comptes nationaux sont très importants car ils servent à comparer, au niveau international, la taille des différentes économies. Le calcul des PPA est la première étape du processus de conversion des niveaux du PIB et de ses principaux agrégats, exprimés en monnaie nationale, dans une monnaie commune afin de permettre ces comparaisons. Si l'on s'intéresse aussi aux PPA comme mesures du niveau des prix, elles constituent surtout une étape intermédiaire dans le calcul des niveaux du PIB (ou du PIB par personne) et de ses principales composantes dans une monnaie commune.

Question: Comment calcule-t-on les PPA pour le PIB?

Réponse: Le calcul s'effectue en trois étapes. Tout d'abord, on calcule les prix relatifs au niveau des biens et services marchands individuels. Ensuite, au niveau des groupes de biens et services marchands, on établit la moyenne des prix relatifs calculés pour les biens et services appartenant au groupe considéré de manière à obtenir des PPA non pondérées pour le groupe. Enfin, aux niveaux d'agrégation supérieures, jusqu'au PIB, on pondère les PPA des groupes de biens et services marchands couverts par l'agrégat et on calcule leur moyenne afin d'obtenir les PPA pour l'agrégat. Les pondérations utilisées pour agréger les PPA lors de cette dernière étape sont les dépenses consacrées aux groupes de biens et services marchands.

Question: Quels sont les inconvénients liés à l'utilisation de taux de change pour convertir le PIB dans une monnaie commune pour les besoins des comparaisons internationales?

Réponse: Il y a deux inconvénients majeurs. Tout d'abord, les taux de change peuvent varier d'un jour à l'autre, et parfois brutalement - à cause, par exemple, de manœuvres spéculatives contre une monnaie ou de l'évolution des taux d'intérêt.

Si l'on convertit le PIB en dollars au moyen des taux de change, la taille de l'économie d'un pays variera elle aussi brusquement d'un jour à l'autre, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec les véritables niveaux de l'activité économique de ce pays. On peut surmonter, dans une certaine mesure, cette instabilité en ayant recours à des méthodes de calcul des moyennes, comme la méthode Atlas appliquée par la Banque mondiale. Toutefois, les résultats risquent d'être faussés si les taux de change évoluent rapidement. Le second inconvénient, c'est que les taux de change ne reflètent pas simplement les prix relatifs des biens et services produits dans un pays; ils sont influencés par les prix relatifs des biens négociables et par des facteurs comme

les taux d'intérêt, les flux financiers etc. L'utilisation de taux de change pour convertir le prix d'un service tel qu'une coupe de cheveux peut donner des réponses incorrectes; d'un point de vue conceptuel, il convient donc de préférer l'approche fondée sur les PPA. Lorsque le PIB de différents pays est converti en dollars au moyen des PPA, l'évaluation se fonde sur des prix communs. Il est alors possible de comparer les volumes sous-jacents comme dans le cas d'une série chronologique du PIB à prix constants.

Question: Les PPA peuvent-elles être considérées comme un substitut des taux de change pour les comparaisons internationales?

Réponse: Il serait erroné de penser cela. En fait, ces approches sont complémentaires. En effet, les comparaisons basées sur les PPA sont utiles dans certains cas, comme dans celui évoqué

ci-dessus, tandis que les comparaisons effectuées au moyen des taux de change sont plus appropriées dans d'autres. Par exemple, pour calculer le volume d'importations réalisable avec le produit d'un volume donné d'exportations, un analyste devrait utiliser les taux de change plutôt que les PPA.

Question: Que signifie un éventuel écart entre une PPA et le taux de change correspondant?

Réponse: L'exemple simple du prix du litre de Coca-Cola en France et aux États-Unis montre l'implication d'une telle divergence. Ainsi, si la PPA pour le PIB est de 7,50 francs pour un dollar et que le taux de change réel est de 6,00 francs pour un dollar, un Américain qui change des dollars contre des francs à ce taux, trouvera que les prix en France sont plus élevés que dans son pays.

LES BÉNÉFICES REINVESTIS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS (D.43) PEUVENT-ILS ÊTRE NÉGATIFS?

Christian Ravets, EUROSTAT

(Pour information)

Le groupe de travail de l'UE est parvenu à la conclusion que l'enregistrement de bénéfices négatifs réinvestis a bien une signification économique réelle: si des entreprises résidentes qui sont des entreprises d'investissements directs détenues par des non-résidents accusent un déficit, un flux négatif D.43 réduit le revenu national du pays de la société mère et accroît celui du pays de production, ce dernier correspondant à l'ensemble des revenus primaires reçus par les unités institutionnelles résidentes. De façon analogue, les pertes enregistrées dans le reste du monde par des entreprises non résidentes détenues par des unités résidentes correspondent à une diminution de leur revenu national.

L'existence de bénéfices réinvestis négatifs peut également s'expliquer par le fait que les dividendes sont à comptabiliser à la date à laquelle ils sont déclarés payables (SCN 93, paragraphe 3.99). Il peut y avoir une différence sensible entre les bénéfices d'une année donnée et les dividendes versés durant cette année car ces derniers dépendent des résultats enregistrés l'année précédente par l'entreprise. Lorsque la distribution réelle, sous forme de dividendes (ou de prélèvements sur les revenus de quasi-sociétés), est supérieure à l'excédent d'exploitation d'une entreprise d'investissements directs étrangers, le flux D.43 devient négatif. Bien sûr, si les bénéfices réinvestis sont durablement négatifs pour des secteurs entiers, il peut s'agir d'erreurs de mesure.

PUBLICATION DES COMPTES DES SECTEURS INSTITUTIONNELS AU MEXIQUE

Antonio Puig Escudero, Institut National Statistique, Géographique et Informatique, Mexique

(Pour information)

Fin 1998, l'Institut national statistique, géographique et informatique (INEGI) a achevé l'élaboration des comptes des secteurs institutionnels du Mexique pour la période 1993-

1997. Ces comptes, qui seront publiés à une fréquence annuelle, sont établis suivant les recommandations du SCN 93. Les informations de base utilisées pour l'intégration des comptes

proviennent de diverses sources, registres fiscaux et répertoires d'entreprises, statistiques des finances publiques et de la balance des paiements, enquêtes sectorielles et enquêtes auprès des ménages, recensements économique et agricole etc.).

Les secteurs institutionnels suivants sont définis pour l'économie mexicaine: les **sociétés non financières**, parmi lesquelles on distingue les entreprises privées et publiques; les **sociétés financières**, privées et publiques, dont les banques, les compagnies d'assurance, les fonds de pension et d'autres intermédiaires financiers (maisons de titres, sociétés d'affacturage, sociétés de crédit-bail, etc.); les **administrations publiques**, comprenant les administrations publiques centrales et locales et les administrations de sécurité sociale; les **ménages**, parmi lesquels on distingue les ménages productifs; les **institutions sans but lucratif au service des ménages** et le **reste du monde**. En ce qui concerne la "taille" de ces secteurs, on observe que les sociétés non financières produisent 52,4% du PIB mexicain

total, les sociétés financières 4,7%, les administrations publiques 9,3%, les ménages 33,1% et les institutions sans but lucratif au service des ménages 0,5%.

La série complète des comptes - jusqu'au compte financier - a été établie pour chacun des secteurs institutionnels susmentionnés. Il est important de noter que les comptes des secteurs institutionnels du Mexique comprennent des matrices de flux financiers. Globalement, le système mexicain de comptabilité nationale se compose de comptes annuels, de comptes trimestriels, de quelques comptes mensuels, de comptes au niveau national et des Etats, de comptes des secteurs économiques et de comptes des secteurs institutionnels. Il comprend aussi un ensemble de comptes satellites, comme, par exemple, les comptes de la branche exportatrice de Maquilladora, du secteur du tourisme et de l'environnement [Pour de plus amples informations sur le système de comptabilité nationale du Mexique, veuillez vous adresser par courrier électronique à l'adresse suivante: apuig@cnes.inegi.gob.mx]

MISE EN ŒUVRE DU SCN ET DU SEC EN ROUMANIE

Clementina Ivan Ungureanu et Adriana Ciuchea, Commission Nationale pour les Statistiques, Roumanie (Pour information)

Les statisticiens roumains ont commencé à mettre en œuvre le système de comptabilité nationale (SCN) en 1989. Auparavant, les agrégats macro-économiques étaient calculés selon la comptabilité du produit matériel (CPM). Les premières estimations basées sur le SCN ont été obtenues en transformant les estimations CPM en 'estimations de type SCN' pour la période 1989-1990. Le point de départ de la conversion était le produit matériel net créé dans le secteur matériel et calculé selon la CPM. Depuis 1991, les estimations sont fondées sur le SEC 79. En 1991, les indicateurs macro-économiques ont également été convertis en estimations de type SCN, en remontant jusqu'en 1980. On peut observer trois phases dans la mise en œuvre du SCN et du SEC en Roumanie. Au cours de la première phase (1989-90), des comptes de secteurs à prix courants et des tableaux entrées-sorties à prix courants et constants ont été établis. La deuxième phase (1991-92) correspond au début de la mise en œuvre des recommandations du SCN et du SEC;

en outre, des améliorations ont été apportées à la collecte de données (rapports comptables des entreprises et nomenclatures). La troisième phase a commencé en 1993. Cette période a été marquée par des taux d'inflation très élevés, le début des privatisations, l'instauration d'une taxe sur la valeur ajoutée et des modifications considérables du système de comptabilité des entreprises; de nouvelles sources de données statistiques, financières, comptables et administratives sont devenues disponibles. Les comptes devaient faire apparaître tous ces changements.

Les comptes nationaux annuels de la Roumanie comprennent des tableaux entrées-sorties à prix courants et constants et des comptes de secteurs. Des estimations annuelles provisoires du PIB sont disponibles deux mois après la fin de l'année et les estimations définitives dans les deux ans suivant la fin de l'année de référence. Les comptes de secteurs et les tableaux entrées-sorties à prix courants et constants (ventilés en 105 branches) ont été publiés pour 1989-95.

Depuis 1993, la Banque nationale de Roumanie établit et publie des comptes financiers en coopération avec la CNS. Des comptes nationaux trimestriels sont élaborés, à titre expérimental, depuis 1994. La publication des estimations trimestrielles a commencé en 1998. Des comptes régionaux ont également été établis pour 1993 et 1994 selon une approche descendante.

Les travaux ultérieurs porteront sur l'amélioration de la couverture et de la qualité des estimations. La mise en œuvre du SCN 93 et

du SEC 95 constitue une tâche majeure. Les comptes nationaux de la Roumanie incluent déjà certains éléments du nouveau système, comme l'évaluation au prix de base de la production et de la valeur ajoutée, l'utilisation d'indices en chaîne pour le calcul des estimations à prix constants et de certains éléments de la formation brute de capital fixe selon le SCN 93. La mise en œuvre complète du SCN 93 et du SEC 95 devrait être achevée pour les estimations de 1998. Une révision des comptes remontant jusqu'à 1990 est également prévue.

PROGRAMME D'AFRISTAT POUR LA MISE EN ŒUVRE DU SCN 93

Hubert Gbossa, Afristat, Mali

(Pour information)

AFRISTAT est une organisation internationale qui regroupe 16 États de l'Afrique subsaharienne (y compris les Comores). Elle a pour mission de promouvoir le développement statistique de ses États membres. Dans le domaine de la comptabilité nationale, l'objectif est d'élaborer et de mettre en œuvre des méthodes harmonisées pour l'établissement des comptes dans un cadre conceptuel commun basé sur le SCN 93. Un groupe d'experts des 16 pays a défini des méthodes harmonisées au cours d'une série d'ateliers organisés par AFRISTAT. Le cadre conceptuel commun (couverture des comptes, classifications économiques etc.) a également été abordé lors de ces réunions. Un manuel, qui présente toutes les méthodes mises au point, est en cours d'élaboration. Par ailleurs, des formations sur le SCN 93 et les méthodes harmonisées sont organisées.

Le logiciel ERETES, qui est un outil permettant d'établir les comptes nationaux, viendra étayer la mise en œuvre pratique (voir également le bulletin d'information n° 5). Les comptes de la République centrafricaine, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire et du Tchad se fondent déjà sur le SCN 93. Au Mali, les travaux de mise en œuvre sont bien lancés. Pour les membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine, des programmes seront bientôt lancés avec une aide financière de l'Union européenne. Le programme de mise en œuvre pour les pays restants a été défini et, à l'heure actuelle, des travaux sont entrepris pour garantir le financement nécessaire.

Cette approche s'étalera sur plusieurs années, mais les États membres d'AFRISTAT devraient tous avoir atteint le niveau 3 ou 4 de la définition élaborée par l'ISWGNA d'ici 2005, et parallèlement satisfaire les conditions du système général de diffusion des données du FMI.

CREATION D'UN GROUPE DE TRAVAIL INTERSECRETARIAT SUR LES STATISTIQUES DES PRIX

Kimberly Zieschang, FMI

(Pour information)

Un nouveau groupe de travail intersecrétariat sur les statistiques des prix (IWGPS) a été créé fin septembre 1998 par l'Office statistique des Communautés européennes (EUROSTAT), le Bureau international du travail (BIT), le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (ECE) et la Banque mondiale. L'IWGPS a pour objectif d'élaborer

des manuels sur les meilleures pratiques internationales en matière d'établissement de statistiques pour les principaux indices de prix. Le premier projet lancé concerne un nouveau manuel sur l'IPC; il s'agit d'une mise à jour du manuel du BIT publié en 1989 (Indices des prix à la consommation; manuel du BIT).

Un groupe d'experts techniques sur l'IPC (GET-IPC), coordonné par l'UN-ECE, a été constitué

en février 1999. Ce groupe achève actuellement le plan des chapitres du manuel

Les experts du GET-IPC se rencontreront à nouveau à l'occasion de la prochaine réunion du groupe d'Ottawa à Reykjavik (Islande), du 25 au 27 août 1999. Des documents relatifs aux questions qui seront traitées dans l'avant-projet seront présentés lors de la réunion de l'UN-ECE et du BIT sur l'indice des prix à la consommation qui se tiendra à Genève, du 3 au 5 novembre 1999. Un groupe d'experts techniques sur l'indice des prix à la production (GET-IPP) sera constitué sous la coordination du FMI; il

organisera ses travaux de pair avec ceux du GET-IPC afin que la structure des manuels ainsi que les concepts et la terminologie utilisés soient cohérents. Le dernier manuel international sur les prix à la production a été publié par les Nations unies en 1979 (Manuel sur les indices de prix à la production pour les biens industriels, Études statistiques, série M, n° 66). Les manuels visent à harmoniser la méthodologie et les concepts recommandés avec les normes internationales d'élaboration des statistiques économiques, y compris le système de comptabilité nationale de 1993.

COMPTABILITE DES INTERETS ECHUS: TROIS CONCEPTS

Cor Gorter, FMI

(Pour information)

Dans le numéro 5 de SNA News and Notes, il est indiqué que lors de sa réunion au siège du FMI en novembre 1996, un groupe d'experts en statistiques monétaires et financières a proposé de clarifier le traitement, dans le SCN 93, des intérêts échus sur les titres de créance négociables. De quoi s'agit-il? Selon l'interprétation de nombreux utilisateurs, le SCN 93 dit que le total des intérêts acquis sur un titre de créance négociable est égal à la différence entre (i) la somme d'argent fournie au départ par le créancier au débiteur et (ii) l'ensemble des paiements que le débiteur s'engage à faire au créancier. En d'autres termes, l'accord conclu entre les parties à l'origine détermine le montant des intérêts à payer. Cela implique que pendant toute la durée de vie d'un titre de créance à taux fixe, l'accumulation des intérêts reflète les conditions du marché lors de l'émission du titre.

Ce concept d'intérêt pose des problèmes de mesure au moment de la cession d'un titre négociable car il se peut que le nouveau détenteur ignore l'intérêt convenu initialement. C'est notamment le cas lorsque les intérêts selon le SCN ne sont pas entièrement reflétés par les paiements des coupons (comme, par exemple, les effets ou les obligations à prime d'émission élevée). Quoi qu'il en soit, le nouveau détenteur connaît (i) le prix d'achat du titre et (ii) l'ensemble des paiements que le débiteur doit encore faire et leur étalement dans le temps. À

partir de ces données, le nouveau détenteur peut obtenir un taux d'intérêt ou d'escompte qui reflète les conditions du marché au moment de l'achat (plutôt que de l'émission du titre). La cinquième édition du manuel de la balance des paiements recommande ce concept d'«acquisition» de l'intérêt dans des cas précis. Il existe encore un troisième courant de pensée. Selon les partisans de cette approche, les intérêts sont générés aux prix courants du marché à n'importe quel moment dans le temps. Pour chaque période d'enregistrement, les intérêts peuvent être calculés en comparant (i) le cours moyen du marché du titre pendant la période d'enregistrement et (ii) les paiements dont le débiteur est encore redevable. Il est impossible de connaître à l'avance les intérêts que peuvent rapporter un titre à taux fixe car, comme le souligne Peter Hill dans une note interne de 1996, "le rendement total d'un titre peut être fixé lors de son émission, mais pas la répartition entre les plus-values et les intérêts, (...). Il n'est intégralement constitué d'intérêts que si les prix n'évoluent pas".

Ces trois notions d'intérêt donnent lieu à des différences sensibles au niveau des comptes de flux. A la fois des considérations conceptuelles et des critères de mesure peuvent être des éléments importants dans le choix de la meilleure approche. Qu'en pensez-vous? Vous pouvez donner votre avis ou demander des documents d'information générale à l'adresse électronique suivante: accrual@imf.org

GROUPE DE DISCUSSION ELECTRONIQUE: TRAITEMENT DES GAINS NOMINAUX DE DETENTION ET DES INTERETS D'ACTIFS FINANCIERS

Robin Lynch, Banque mondiale

(Pour information)

Le traitement des gains nominaux de détention et des intérêts d'actifs financiers en cas d'inflation élevée fait actuellement l'objectif de discussions. Celles-ci portent surtout sur la question de savoir si les intérêts négatifs réels doivent apparaître dans le compte des revenus primaires lorsque les intérêts sont corrigés de l'inflation, et si les gains nominaux de détention sur des crédits en monnaie nationale peuvent ne pas être nuls. L'ISWGNA est chargé d'examiner s'il est nécessaire de revoir le SCN 93 à la lumière des discussions. Pour étudier plus en détail ces questions, l'ISWGNA a demandé à la Banque mondiale de créer un groupe de discussion

électronique. Si vous souhaitez obtenir des renseignements complémentaires sur la participation au groupe et intervenir dans les discussions, veuillez contacter Robin Lynch à l'adresse électronique suivante:

RLynch@WorldBank.org Vous pouvez également accéder au site Web de la Banque mondiale à l'adresse suivante:

www.WorldBank.org/data/working. L'annexe B du chapitre XIX du SCN 93 et le manuel de l'OCDE sur la comptabilité de l'inflation donnent des informations utiles. D'autres documents disponibles et intéressants seront diffusés par le biais du groupe de discussion et sur le site Web.

GROUPE DE DISCUSSION ELECTRONIQUE: COÛTS LIÉS AU TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ D'ACTIFS

Paul McCarthy, OCDE

(Pour information)

Le dernier numéro de SNA News and Notes contient une note qui présente brièvement un document du Singapore Department of Statistics recommandant de modifier le traitement des coûts liés au transfert de propriété d'actifs. L'ISWGNA a créé une page sur Internet pour obtenir un retour d'informations sur ce sujet.

Cette page est installée sur le site Web "national accounts" de l'OCDE. On peut y accéder à l'adresse suivante

www.oecd.org/std/nahome.htm en cliquant sur le bouton "Papers under discussion". Pour que vos observations sur ce sujet figurent sur la page de discussion Internet, envoyez-les par courrier électronique à l'adresse indiquée sur cette page.

SNA NEWS AND NOTES SUR LE WEB

Károly Kovács, DSNU

(Pour information)

Aujourd'hui, Internet est le moyen le plus rapide de publier des informations. Depuis sa création, SNA News and Notes est disponible sur papier et sur Internet. Les adresses des sites Web où figurent les différentes versions linguistiques sont indiquées ci-après.

version espagnole se trouve à l'origine sur la page d'accueil de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes:

www.eclac.cl/espanol/estadisticas/scn93_nn.htm et la version russe sur celle du Fonds monétaire international:

www.imf.org/external/pubs/ft/sna/default.htm.

Des liens ont été établis entre ces sites Web. Consultez l'une des pages d'accueil susmentionnées et n'hésitez pas à utiliser les fonctions de recherche qui rendent le format électronique encore plus pratique et efficace.

Tous les sujets abordés dans les bulletins publiés jusqu'à présent sont disponibles en quatre langues sur la page d'accueil de la Division statistique des Nations unies:

www.un.org/Depts/unsd/sna/sna.htm. La

SNA NEWS

and Notes

REMERCIEMENTS A M. PIERRE MULLER (INSEE)**(Pour information)**

Le texte ci-après qui remercie M. Pierre Muller de sa contribution figure dans la version française du SCN 93, mais il n'est malheureusement pas repris dans les autres versions linguistiques:

"Tout au long de la période 1991-1993, les divers auteurs ont bénéficié de la contribution, sous forme de commentaires écrits approfondis et pertinents de MM. André Vanoli et Pierre Muller de l'INSEE (France), travaillant en étroite collaboration".

REUNIONS ET SEMINAIRES**(Pour information)**

| | |
|-------------------------------|--|
| 7 juin - 16 juillet 1999 | Formation sur le SCN 93 organisée par le FMI, Washington |
| Juillet - août 1999 | Séminaire de la Banque mondiale sur les PPA |
| 20 septembre 1999 | Atelier de comptabilité sur l'enregistrement de l'épuisement dans les comptes nationaux, organisé par l'OCDE, Paris |
| 21-24 septembre 1999 | Réunion annuelle des comptables nationaux de l'OCDE, Paris |
| 27 septembre-1er octobre 1999 | Atelier de la DSNU et de l'UNESCAP sur les nomenclatures économiques et sociales internationales, en coopération avec le Bureau australien de statistiques à Canberra (Australie). Cet atelier portera principalement sur la mise en œuvre et l'utilisation des nomenclatures des activités et des produits (avec une attention particulière à la CITI et à la CPC en Asie et dans la région Pacifique). |
| 11-15 octobre 1999 | Atelier de l'UNECA sur le secteur des sociétés dans les pays de l'Afrique francophone à Addis Abeba (Éthiopie). |
| 8-12 novembre 1999 | Atelier sur la mise en œuvre du SCN 93 portant principalement sur les comptes régionaux de l'Amérique latine, organisé par la DSNU, l'UNECLAC et l'INEGI à Aguascalientes (Mexique). |
| 8-10 novembre 1999 | Réunion du groupe de Canberra sur les estimations du stock de capital, organisée par le BEA et le BLS (bureau des statistiques du travail) à Washington D.C. |
| 31 janvier-11 février 2000 | Formation sur le SCN 93 organisée par le FMI à Abidjan (Côte d'Ivoire). |

Note de la rédaction

Le bulletin SNA News and Notes est un service d'information semestriel de l'ISWGNA, élaboré par la Division statistique des Nations unies (DSNU). Il ne reflète pas nécessairement la position officielle des membres de l'ISWGNA (Union européenne, FMI, OCDE, Nations Unies et Banque mondiale).

SNA News and Notes est publié dans quatre langues (anglais, français, russe et espagnol) et est disponible sur Internet à l'adresse suivante: <http://www.un.org/Depts/unsd>

Toute correspondance, et notamment toute demande d'abonnement gratuit, doit être envoyée à l'adresse suivante: UNSD, Room DC2-1720, New York, NY 10017; téléphone:+1-212-963-4854, télécopieur:1-212-963-1374, courrier électronique: sna@un.org